

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34586

Gouvernement du Québec

Décret 884-2000, 29 juin 2000

CONCERNANT la fixation de la rémunération de monsieur Gary Richards, membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 875-2000 du 29 juin 2000, le gouvernement a établi une commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de ce décret, cette commission est formée de onze membres dont un président et un secrétaire;

ATTENDU QU'en vertu de ce même décret, monsieur Gary Richards, consultant en communications, a été nommé membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec et qu'il y a lieu de fixer sa rémunération à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française:

QU'à titre de membre à temps partiel de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, monsieur Gary Richards reçoive, pour la période s'échelonnant du 29 juin 2000 au 31 mai 2001, des honoraires de 450 \$ par jour travaillé pour un minimum de 7 heures d'ouvrage par jour;

QUE, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Gary Richards soit remboursé conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34587

Gouvernement du Québec

Décret 885-2000, 29 juin 2000

CONCERNANT la fixation de la rémunération de madame Marie-Claude Sarrazin, membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 875-2000 du 29 juin 2000, le gouvernement a établi une commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de ce décret, cette commission est formée de onze membres dont un président et un secrétaire;

ATTENDU QU'en vertu de ce même décret, madame Marie-Claude Sarrazin, étudiante au baccalauréat en droit et assistante de recherche à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, a été nommée membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec et qu'il y a lieu de fixer sa rémunération à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française:

QU'à titre de membre à temps partiel de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, madame Marie-Claude Sarrazin reçoive, pour la période s'échelonnant du 29 juin 2000 au 31 mai 2001, des honoraires de 300 \$ par jour travaillé pour un minimum de 7 heures d'ouvrage par jour, lesquels ne devront pas constituer un cumul de revenus en provenance du secteur public québécois;

QUE, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, madame Marie-Claude Sarrazin soit remboursée conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34588

Gouvernement du Québec

Décret 886-2000, 29 juin 2000

CONCERNANT la fixation de la rémunération de monsieur Dermot Travis, membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 875-2000 du 29 juin 2000, le gouvernement a établi une Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de ce décret, cette commission est formée de onze membres dont un président et un secrétaire;

ATTENDU QU'en vertu de ce même décret, monsieur Dermot Travis, directeur général de PIRA Communications, a été nommé membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec et qu'il y a lieu de fixer sa rémunération à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française:

QU'à titre de membre à temps partiel de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, monsieur Dermot Travis reçoive, pour la période s'échelonnant du 29 juin 2000 au 31 mai 2001, des honoraires de 450 \$ par jour travaillé pour un minimum de 7 heures d'ouvrage par jour;

QUE, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Dermot Travis soit remboursé conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34589

Gouvernement du Québec

Décret 887-2000, 29 juin 2000

CONCERNANT la nomination de monsieur Guy Dumas comme sous-ministre associé au ministère des Relations internationales, responsable de l'application de la politique linguistique

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE monsieur Guy Dumas, directeur du Secrétariat à la politique linguistique au ministère des Relations internationales, cadre supérieur classe III, soit nommé sous-ministre associé à ce ministère, responsable de l'application de la politique linguistique, administrateur d'État II, au salaire annuel de 94 870 \$, à compter des présentes;

QUE le décret numéro 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat et ses modifications subséquentes s'appliquent à monsieur Guy Dumas.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34590